

	d'attribution de la plateforme régionale et conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2.
--	---

1.2 Résumé de l'Action

Avec le rejet direct d'effluents industriels (près de 80 % de l'industrie sénégalaise est située le long de la baie de Hann et y déverse directement ses effluents pollués) et domestiques, la Baie de Hann à Dakar connaît une situation de dégradation très préoccupante qui, en plus des conséquences environnementales directes, y compris sur la biodiversité marine, a des conséquences sanitaires (maladies infectieuses chez les populations locales), sociales (perte de l'usage d'un milieu favorable aux loisirs et au tourisme), et économiques (perte de revenus liée à l'abandon de zones de loisirs et de tourisme et de la diminution des ressources halieutiques) majeures.

Le projet de dépollution de la Baie de Hann, première opération de dépollution industrielle de grande ampleur en Afrique de l'Ouest, vise à améliorer durablement l'état écologique de la baie et les conditions de vie des populations en finançant des infrastructures de collecte et de traitement avant le rejet en mer des effluents tout en introduisant le principe *pollueur-payeur*, principe fondamental de la politique environnementale de l'Union européenne. Ce faisant, elle contribue également à atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

La première phase de ce projet, dont la mise en œuvre a débuté en 2018, a porté sur le financement des études et infrastructures prioritaires constituées de l'intercepteur primaire, de la station d'épuration, de l'émissaire en mer et du raccordement au réseau d'eaux usées des ménages. Cette première phase a bénéficié d'un financement de l'UE à hauteur de 14 700 000 EUR (2019).

Cette action contribue à la deuxième et dernière étape du Projet de dépollution de la Baie de Hann, action sans laquelle les objectifs et impacts attendus du projet dans son ensemble ne pourront être atteints.

La deuxième phase de ce projet, à laquelle la présente action va contribuer, cible plus spécifiquement la mise à niveau environnementale des industriels les plus polluants de la Baie à travers un appui technique et financier pour l'installation d'unités de prétraitement des eaux usées et la mise en application du principe *pollueur-payeur*. Cette phase permettra également d'achever les travaux structurants initiés durant la première phase (en particulier la station d'épuration), fortement touchés par la situation inflationniste mondiale. A l'issue de la deuxième phase, le raccordement au réseau d'eaux usées de l'ensemble des industriels ainsi que l'assainissement du Port autonome de Dakar seront effectifs. Le montant global du projet, toutes phases confondues, a été réévalué en 2022 à près de 188 000 000 EUR.

Ce projet emblématique est porté par la Team Europe (France, Pays-Bas et UE) depuis plusieurs années et constitue une action phare de l'agenda environnemental et social de l'Europe dans un pays où les conséquences sanitaires, écologiques et économiques de la pollution (air, eau, sol) suscitent des préoccupations croissantes, que l'UE place au cœur de sa stratégie de réponse au Sénégal.

La présente action s'inscrit dans le secteur *Eau et Assainissement* du MIP NDICI-Global Europe sous l'axe prioritaire relatif au *Développement du capital humain*, et vise à promouvoir un cadre de vie et un environnement sain, déterminants essentiels à la santé humaine, au bien-être social et à la préservation de la biodiversité.

La présente action s'inscrit dans l'initiative phare *Investissements verts* et contribue à la mise en œuvre des priorités de la stratégie *Global Gateway* ainsi qu'à la mise en œuvre de la *TEI Economie Verte* au Sénégal et de son axe *Villes durables*.

Cette action contribue directement à la mise en œuvre du *Pacte Vert européen*⁴, notamment à sa priorité de protection de la biodiversité et des écosystèmes ainsi qu'à ses objectifs en matière climatique. Elle revêt une importance majeure, répondant aux multiples défis sociaux, économiques et environnementaux de la croissance rapide et incontrôlée de la région de Dakar, en lien avec l'ODD6 (eau potable et assainissement), l'ODD1 (réduction de la pauvreté), l'ODD3 (santé et bien-être), l'ODD5 (égalité des sexes), l'ODD 10 (réduire les inégalités), l'ODD11 (villes et communautés durables), l'ODD13 (lutte contre les changements climatiques) et l'ODD14 (vie aquatique).

⁴ COM/2019/640 final